

La purge massive comme technique de gouvernementalité en Turquie néolibérale autoritaire : Classement, déclassement, reclassement

Mass purge as a technique of governmentality in authoritarian neoliberal Türkiye: Classification, downgrading, reclassification

Responsables

- **Sümbül Kaya** (ENTPE, EVS)
- **Cem Özatalay** (Université de Galatasaray)

Discutante

- **Anne-Laure Mahé** (IEP de Toulouse, Laboratoire des sciences sociales du politique)

Intervenants

- **Léa Cucala** (Université de Rennes 1, Laboratoire Arènes, CNRS, UMR 6051)
- **Elif Can** (IFEA, USR 3131), **Sümbül Kaya et Cem Özatalay**
- **Elisa Domingues Dos Santos** (Université catholique de Lille, Ifea)
- **Jeanne Lena** (Inalco, Cermom, Sciences-Po, CERI)

Résumé de l'atelier

Les purges politiques sont historiquement l'un des instruments majeurs des changements de régime, comme l'indique Françoise Dreyfus en soulignant la nécessité de « sanctionner ceux qui ont mis en œuvre les politiques du régime autoritaire ou totalitaire » et de prévenir tout risque de garder « les loups dans la bergerie » (Dreyfus, 2004). Dans les régimes totalitaires et autoritaires, les purges visent d'une part à éliminer d'autres élites par la violence, et d'autre part à instiller la peur pour dissuader toute velléité de résistance (Mahdavi et Ishiyama, 2020, p. 3). Elles permettent de neutraliser les menaces des masses tout en consolidant le partage du pouvoir au sein des cercles autoritaires (Svolik, 2012).

Si au xx^e siècle, les purges étaient souvent associées à la gestion des rivalités entre élites, nous observons aujourd'hui un déplacement des cibles prioritaires vers les masses dans les régimes hybrides contemporains (semi-démocratiques, autoritaires compétitifs, néofascistes, etc.). Au xxi^e siècle, la purge politique est alors devenue une technique de gouvernementalité nécropolitique (Mbembe, p. 29) incarnée par une « peine de mort civique¹ » visant à discipliner les masses et à imposer « une loyauté forcée² ».

Ce panel propose d'analyser les purges, non seulement à travers leurs modalités, mais aussi en examinant leurs effets sur les individus. Brutalement déclassées, par un simple décret-loi, comment les personnes purgées réinvestissent des dispositions et des capitaux précédemment acquis ? Quelles sont leurs stratégies de résistance individuelles et collectives face à ce déclassement ? On s'intéressera au déclassement considéré comme « un déplacement descendant » dans sa dimension à la fois individuelle par l'érosion de certains capitaux, mais aussi collective par la dévaluation de catégories sociales³. En étudiant les trajectoires sociales et les socialisations antérieures des individus affectés, nous pourrions saisir comment la valeur de leurs capitaux évolue dans la période post-coup d'État de juillet 2016, et identifier les ressources mobilisées pour résister dans ce contexte de répression. Nous encourageons des propositions qui prennent en compte les différentes temporalités des purges, les spécificités institutionnelles, ainsi que les divers effets du déclassement. Les recherches sur les résistances et adaptations individuelles et collectives face à ces purges seront particulièrement valorisées.

1. *La mort civique est entendue comme une privation de leurs droits social, économique et politique. La « mort civique » par les décrets-lois permettrait d'exclure les individus en dehors du champ politique sans recourir à des emprisonnements ou à des exécutions (Sertdemir Özdemir et Özyürek, 2019).*
2. *Projet ANR-CALOT. « Les conséquences de la loyauté forcée », sous la direction de Maya Collombon et Lilian Mathieu.*
3. *Pierre Bourdieu mentionne les cas de « déplacement descendant “dans le même secteur vertical de l'espace, c'est-à-dire dans le même champ” ; il évoque à peine l'érosion brutale de capitaux individuels, et se focalise sur les déclassements collectifs, qui résultent de la dévaluation de catégories sociales ». (Sinthon, p. 224).*

Political purges have historically been one of the key instruments of regime change, as Françoise Dreyfus points out, highlighting the necessity to “sanction those who implemented the policies of the authoritarian or totalitarian regime” and to prevent the risk of “keeping wolves in the fold” (Dreyfus, 2004). In totalitarian and authoritarian regimes, purges are aimed, on the one hand, at eliminating other elites through violence, and, on the other, at instilling fear to deter any attempts at resistance (Mahdavi and Ishiyama, 2020, p.3). They serve to neutralize threats from the masses while consolidating the distribution of power within authoritarian circles (Svolik, 2012). While in the 20th century, purges were often associated with managing rivalries between elites, we now observe a shift in target toward the masses in contemporary hybrid regimes (semi-democratic, competitive authoritarian, neo-fascist, etc.). In the 21st century, political purges have thus become a necropolitical governmentality technique (Mbembe, p.29), embodied by a kind of “civic death penalty¹” aimed at disciplining the masses and imposing “compulsory loyalty².”

This panel aims to analyze purges, not only through their modalities but also by examining their effects on individuals. Brutally declassified by simple decree-laws, how do purged individuals reinvest their previously acquired dispositions and capital? What individual and collective resistance strategies do they develop in response to this declassification? We will explore declassification as a “downward shift,” both in its individual dimension, through the erosion of certain forms of capital, and in its collective dimension, through the devaluation of social categories³. By studying the social trajectories and prior socialization of affected individuals, we can understand how the value of their capital evolves in the post-July 2016 coup d'État period, and identify the resources mobilized to resist within this context of repression.

We encourage proposals that consider the different temporalities of purges, institutional specificities, and the various effects of declassification. Research on individual and collective resistance and adaptation to these purges will be particularly appreciated.

1. *Civic death is understood as the deprivation of social, economic, and political rights. Civic death through decree-laws allows individuals to be excluded from the political sphere without resorting to imprisonment or executions (Sertdemir Özdemir and Özyürek, 2019).*
2. *ANR Project–CALOT. “The Consequences of Forced Loyalty” under the direction of Maya Collombon and Lilian Mathieu.*
3. *Pierre Bourdieu mentions cases of “downward displacement ‘within the same vertical sector of space, that is, within the same field,’ barely touching on the brutal erosion of individual capital, and focuses on collective declassifications, which result from the devaluation of social categories” (Sinthon, p.224).*

Programme

Léa Cucala (Université de Rennes 1, Laboratoire Arènes, CNRS, UMR 6051)

Au-delà de la « crise politique » : Les « purges massives », une modalité « routinière » de domination politique en Turquie (2013-2016)

Beyond the "political crisis": Mass "purges" as a "routinized" mode of political domination in Turkey (2013-2016)

Elif Can (IFEA, USR 3131), Sümbül Kaya (ENTPE, EVS) et Cem Özatalay (Université de Galatasaray)

Une analyse des trajectoires des fonctionnaires limogés après la tentative du coup d'État militaire du 15 juillet sous le prisme du genre

A gender analysis of the trajectories of dismissed public service employees following the attempted military coup of July 15

Elisa Domingues Dos Santos (Université catholique de Lille, Ifea)

Une affaire d'État, l'État dans les affaires : La purge du mouvement Gülen dans les réseaux d'affaires turcs en Éthiopie

The state in business: The purge of the Gülen movement in Turkish business networks in Ethiopia

Jeanne Lena (Inalco, Cermom, Sciences-Po, CERI)

Résister collectivement à la purge de 2016 via l'espace transnational de la cause des prisonniers politiques de Turquie

Collective resistance to the 2016 purge through the transnational space of the cause of political prisoners from Turkey

Léa Cucala

Au-delà de la « crise politique » : Les « purges massives », une modalité « routinière » de domination politique en Turquie (2013-2016)

*« D'enseignante chérie par ses élèves, je suis devenue serveuse de thé (çaycı) qui m'apporte tous les jours des tasses et des morceaux de sucre [...]. D'un contrat de travail légal et public, je suis passée à un travail au noir (kara iş). Aujourd'hui, je suis caissière. »
Emine K., entretien semi-directif réalisé le 29 novembre 2024 dans un café à Üsküdar, à Istanbul, en Turquie.*

Cette proposition de communication invite à examiner les temporalités et les modalités de mise en place de ces « purges » dites « massives ». Cette recherche propose d'explorer, avec une certaine prudence méthodologique, le lien entre, d'une part, la « crise politique » turque du 15 juillet 2016 et, d'autre part, les « purges ». Notre démarche suggère de dépasser une lecture restrictive des modalités et des temporalités de ces pratiques de gouvernement, en les dissociant des seules dynamiques structurelles et empiriques associées à cette « crise ». Autrement dit, dans ce contexte-ci, l'usage du terme de « purge » renvoie-t-il exclusivement aux révocations menées sur la base des décrets-lois d'état d'urgence (Kanun Hükmünde Kararname)? Ces « purges massives » relèvent-elles exclusivement de pratiques de « gouvernement par la crise » (Dorronsoro, 2017), circonscrites à des moments d'exceptionnalité et d'incertitude (Mahdavi et Ishiyama, 2020)?

En partant de ces questionnements, notre contribution propose de ne pas réduire *a priori* l'étude de ces révocations arbitraires à l'unique compréhension de ce moment de « crise politique ». Cette démarche peut permettre d'identifier d'autres facteurs sous-jacents qui participent à la légitimation et à la pérennisation de ces pratiques au-delà même de périodes qualifiées d'« exceptionnelles ». En s'appuyant sur notre recherche doctorale, cette proposition s'inscrit dans un travail plus large cherchant à interroger les « purges » comme des pratiques de gouvernement routinières, ancrées dans l'historicité des modes de domination politique et des pratiques de pouvoir en Turquie (Deloye, 1997; Hibou, 2011; Gourisse, 2023).

Cette enquête se concentre sur trois secteurs d'action publique: l'enseignement supérieur, l'éducation nationale et la santé publique. Cette mise en comparaison peut permettre de souligner les spécificités institutionnelles, les dynamiques d'hétéronomie et les logiques de (dé)légitimation politique qui sous-tendent ces pratiques de gouvernement. Pour cela, nous proposons deux axes de recherche.

Le premier étudie les instruments, les dispositifs et les modalités de mise en œuvre de ces « purges de masse », en pensant au-delà du moment paroxysmique caractéristique de la crise, et en explorant des formes plus discrètes et moins visibles de ces pratiques. Autrement dit, il s'agit d'examiner ce qui se produit en amont et en aval de cette tentative de « coup d'État », en analysant aussi ce qui se joue autour de ces révocations survenues sur la base des décrets-lois d'état d'urgence. Tout en tenant compte de l'exceptionnalité de ces procédures administratives, législatives et normatives, nous analyserons aussi d'autres pratiques – aux formes plus insidieuses et discrètes – qui les entourent et les accompagnent. Parmi celles-ci, on peut citer, par exemple, les incitations à des départs anticipés à la retraite, les non-renouvellements de contrats de travail, ou encore des réaffectations ou mutations forcées, qui, bien que moins visibles, participent pleinement à la mise en œuvre de ces mesures. Nous proposons d'analyser aussi la fabrication de ces « purges » en prenant en compte qu'elles peuvent émerger ou se fondre dans ce qui relève du « banal, du quotidien et de l'ordinaire ».

Le second axe de recherche interroge la qualification même du terme de « révocation ». Grâce aux entretiens semi-directifs réalisés en Turquie, nous présenterons deux « types » de trajectoires professionnelles de fonctionnaires « purgés ».

La première analyse le cas de fonctionnaires révoqués en vertu des décrets-lois d'état d'urgence, dont le déclassement social illustre les nombreuses conséquences microsociologiques résultant de cette « révocation ». En d'autres termes, nous ne réduisons pas la « révocation » à une interprétation normative et stricte, telle qu'un « simple licenciement », mais nous examinerons comment elle redéfinit les différentes sphères de vie des individus (intime, professionnelle, militante). Cette démarche a pour objectif de discuter et de nuancer notre premier axe de recherche.

En effet, il ne s'agit pas non plus d'écarter totalement l'interprétation des « purges » sous l'angle de « la crise » et de « l'exceptionnalité ». Nous reconnaissons que l'instrumentalisation de la « crise » facilite la mise en œuvre de ces « révocations de masse ». Par exemple, en raison des logiques de légitimation politique qui sous-tendent les législations antiterroristes à la base de ces révocations, il est essentiel de prendre en compte le fait que ces « révocations » entraînent une véritable marginalisation sociale de certains de ces anciens fonctionnaires. Les « révocations » subies engendrent des expériences de stigmatisation sociale et entraînent la perte de certains droits, comme l'accès à la sécurité sociale ou la confiscation des passeports. Elles induisent aussi des difficultés à retrouver un emploi dans le secteur privé et, pour certains, l'impossibilité d'en obtenir un dans la fonction publique (Özdemir, 2021). Face à ces déclassements sociaux et ces « chocs biographiques », nous prendrons en compte aussi les stratégies d'adaptation et de reconversion – qu'elles soient individuelles ou collectives –, ainsi que les formes de solidarité qui permettent à ces acteurs de redonner du sens à leurs expériences répressives à travers de nouvelles formes de subjectivation politique (Foucault, 1975 ; Bourdieu, 1978 ; Lacroix Leca, 1985).

Enfin, la deuxième trajectoire présentera le cas de fonctionnaires qui ont été révoqués, puis réhabilités au sein de la fonction publique. L'objectif ici est d'interroger l'irrévocabilité et l'irréversibilité de ces processus de « révocation ». En comparant les secteurs d'action publique susmentionnés, il s'agira de mettre en lumière dans quelle mesure et à quel point certains de ces fonctionnaires disposent de marges de manœuvre et opèrent des compromis, des arrangements, des tactiques dans leurs rapports aux structures de pouvoir et aux institutions publiques afin de contourner, de désapprouver, voire de « se résigner à accepter » ces licenciements arbitraires.

Les trajectoires professionnelles de ces fonctionnaires « purgés » puis réhabilités permettront plus largement d'interroger à quel point ces « purges massives » reconfigurent l'action publique, au-delà même des ruptures brutales qu'elles engendrent. Par exemple, dans le secteur universitaire, ces révocations de masse conduisent aussi à la perturbation d'événements scientifiques, à la modification de certains programmes pédagogiques ou encore à la réorganisation de certains organes décisionnels au sein même des universités (conseil d'administration, de faculté, de département, etc.).

This communication proposal seeks to examine the temporalities and modalities of implementing these so-called “mass purges.” The study aims to explore, with methodological caution, the link between, on the one hand, the Turkish “political crisis” of July 15, 2016, and, on the other hand, the “purges.” Our approach suggests moving beyond a narrow reading of the modalities and temporalities of these governance practices, dissociating them from the structural and empirical dynamics associated with this “crisis.” In other words, does the term “purge” exclusively refer to the revocations made based on the state of emergency decrees (Kanun Hükmünde Kararname)? Do these “mass purges” solely belong to practices of “governing by crisis,” confined to moments of exceptionality and uncertainty (Dorrnsoro, 2017; Mahdavi and Ishiyama, 2020)?

Starting from these preliminary questions, our contribution suggests not reducing the study of these arbitrary revocations solely to an understanding of this “political crisis” moment. This approach may help identify other underlying factors that contribute to the legitimation and perpetuation of these practices beyond periods deemed “exceptional.” Drawing on our doctoral research, this proposal fits into a broader effort to examine “purges” as routine practices of governance, rooted in the historical modes of political domination and power dynamics in Turkey (Deloye, 1997; Hibou, 2011, Gourisse, 2023).

This inquiry focuses on three sectors of public action: higher education, national education, and public health. This comparison may highlight institutional specificities, dynamics of heteronomy, and the logics of (de)legitimization that underlie these governance practices. To this end, we propose two research axes.

The first axis studies the instruments, devices, and methods of implementing these “mass purges,” moving beyond the climactic moment characteristic of a crisis, and exploring more discreet and less visible forms of these practices. In other words, it seeks to examine what happens before and after the attempted “coup d’état,” analyzing the revocations that occurred based on the state of emergency decrees. While taking into account the exceptionality of these administrative, legislative, and normative procedures, we will also analyze other, more insidious, and discreet practices surrounding and accompanying them. For example, incentives for early retirement, non-renewals of work contracts, or forced reassignments and transfers—although less visible—fully contribute to the implementation of these measures. We also propose to consider the creation of these “purges” in the sense that they may emerge or blend into what pertains to the “banal, everyday, and ordinary.”

The second axis questions the very qualification of the term “revocation.” To do this, we will present two “types” of professional trajectories of “purged” civil servants.

The first trajectory analyzes the case of civil servants revoked under the state of emergency decrees, whose social downgrading illustrates the many microsociological consequences resulting from this “revocation.” In other words, we do not reduce the “revocation” to a strict normative interpretation, such as a “simple dismissal,” but examine how it redefines the various life spheres of individuals (personal, professional, activist).

This approach aims to discuss and nuance our first research axis. Indeed, it is not about completely dismissing the interpretation of “purges” from the perspective of “crisis” and “exceptionality.” We recognize that the instrumentalization of the “crisis” facilitates the implementation of these massive revocations. For example, because of the legitimating political logics underlying the antiterrorist legislations that form the basis of these revocations, it is essential to consider that these “revocations” result in the social marginalization of certain former civil servants. The “revocations” lead to experiences of social stigmatization, the loss of certain rights, such as access to social security or the confiscation of passports. They also cause difficulties in finding employment in the private sector, and for some the impossibility of obtaining a job in the public sector (Özdemir, 2021). In the face of these social downgrades and “biographical shocks,” we will also consider adaptation and conversion strategies—whether individual or collective—as well as forms of solidarity that allow these actors to make sense of their repressive experiences through new forms of political subjectivation (Foucault, 1975; Bourdieu, 1978; Lacroix Leca, 1985).

Finally, the second trajectory will present the case of civil servants who were revoked and later rehabilitated within the public service. The aim here is to question the irrevocability and irreversibility of these “revocation” processes. By comparing these different sectors of public action, the goal is to highlight the extent to which and how certain civil servants have room for maneuver and make compromises, arrangements, and tactics in their relations with power structures and public institutions in order to circumvent, disapprove of, or “resign themselves to accept” these arbitrary dismissals. The professional trajectories of these “purged” and then rehabilitated civil servants will—more broadly—allow us to question how these “mass purges” reconfigure public action and disrupt “institutional orders” by altering professional practices, routines, temporalities, and everyday sociabilities (Lagroye and Offerlé, 2011).

Elif Can, Sümbül Kaya et Cem Özatalay

Une analyse des trajectoires des fonctionnaires limogés après la tentative du coup d’État militaire du 15 juillet sous le prisme du genre

Fondée sur une enquête de terrain qualitative réalisée à Istanbul et à Diyarbakir, cette communication interroge la dimension genrée des effets de la purge dans la fonction publique après la tentative du coup d’État militaire du 15 juillet 2016 en Turquie. Cette perspective de genre permettrait d’enrichir les réflexions sur les effets de trajectoire descendante et les stratégies de reconversion des capitaux (Bourdieu, 1980) dans les périodes de crise politique. La purge, faisant partie du répertoire d’action répressive, ne se traduit pas seulement par la perte d’emploi, mais du statut social laissant très peu de voie de reconversion professionnelle possible en raison d’une forte criminalisation et d’une stigmatisation. Ce processus, appelé la condamnation à la « mort civique » (Sertdemir Özdemir et Özyürek, 2019), a principalement touché les enseignants (du secondaire et du supérieur), les travailleurs de la santé et les travailleurs de la mairie (à la suite de la nomination des administrateurs locaux par le centre – *kayyum* à Diyarbakir). Ces moments de crise politique et de bouleversements biographiques, en intensifiant la dépendance envers les réseaux de solidarité familiale, pourraient renforcer la « domination rapprochée » (Memmi, 2008) et accentuer les inégalités de classe et de genre. En explorant les stratégies de reconversion des capitaux déployées par les acteurs sociaux face à cette répression politique, cette communication interroge la part des rapports de genre dans la reconfiguration des relations sociales avec leur entourage direct.

Based on a qualitative field survey conducted in Istanbul and Diyarbakir, this paper interrogates the gendered dimension of the effects of the purge in the civil service after the attempted military coup of July 15, 2016, in Turkey. This gendered perspective would enrich reflections on downward trajectory effects and reconversion strategies of capital (Bourdieu, 1980) in periods of political crisis. The purge, part of the repertoire of repressive action, not only results in the loss of employment, but also of social status, leaving very few possibilities for professional reconversion due to strong criminalization and stigmatization. This process, known as the “civic death” sentence (Sertdemir Özdemir and Özyürek, 2019), mainly affected teachers (secondary and higher education), health workers and mayoral workers (following the appointment of local administrators by the center—*kayyum* in Diyarbakir). These moments of political crisis and biographical upheaval, by intensifying dependence on family solidarity networks, could reinforce “close domination” (Memmi, 2008) and accentuate class and gender inequalities. By exploring the capital reconversion strategies deployed by social actors in the face of this political repression, this paper questions the role of gender relations in the reconfiguration of social relations with their direct entourages.

Elisa Domingues Dos Santos

Une affaire d'État, l'État dans les affaires: La purge du mouvement Gülen dans les réseaux d'affaires turcs en Éthiopie

À la suite du coup d'État manqué de 2016, la purge initiée en Turquie afin d'épurer l'appareil d'État des membres du mouvement de Fetullah Gülen s'entrepren également en dehors des frontières du territoire, notamment en Afrique, où le mouvement avait établi un réseau d'écoles et d'affaires sur lequel l'État s'était appuyé à partir de 2003.

Cette recherche propose de s'intéresser aux modalités particulières de la purge au sein des milieux d'affaires, à partir de l'analyse de la relation turco-éthiopienne. L'Éthiopie a été choisie comme cas d'étude car la Turquie y entretient des intérêts économiques importants – elle y est le deuxième investisseur et 150 entreprises turques y sont installées. Ce choix se justifie également par la réponse du gouvernement éthiopien, qui n'a accédé aux demandes de l'État turc qu'en 2021.

Elle étudie d'abord les pratiques de la purge en politique étrangère, qui implique une approbation de l'État où elle est mise en œuvre. L'État turc a ainsi privilégié une purge par remplacement, afin d'annihiler les membres de la confrérie, tout en s'assurant de la continuité des activités en Éthiopie. De la même manière que la fondation semi-publique Maarif a été chargée de récupérer la tutelle des écoles du mouvement, l'organisation patronale MÜSİAD, proche de l'AKP, et le DEİK (Conseil des relations commerciales extérieures), nationalisé en 2014, sont envoyés pour réorganiser la présence du secteur privé turc et remplacer l'organisation TUSKON, proche du mouvement.

Ensuite, à partir d'une sociologie des entrepreneurs turcs en Éthiopie réalisée à partir d'un travail de terrain en 2024 et 2025 en Éthiopie et en Turquie, cette recherche reconstitue les trajectoires antérieures et post-2014 et 2016 des entrepreneurs, afin d'appréhender les effets de la purge sur un terrain extérieur et dans le secteur privé. Elle permet ainsi d'identifier leurs stratégies d'adaptation et de résistance permises par leur ancrage dans le contexte éthiopien. Cette recherche contribue ainsi à l'analyse de la mise en œuvre de la purge en prenant en compte le contexte local.

Following the 2016 failed coup attempt, the Turkish government initiated sweeping purges to rid the state apparatus of members of the Fethullah Gülen movement. Those purges extended beyond the country's borders, particularly in Africa, where the Gülen movement had established a network of schools and businesses, which the Turkish state had relied on since 2003.

Whilst analysing Turkey-Ethiopian relations, this research aims to analyze the practice particularities of the purge within business circles. Ethiopia has been selected as a case study because Turkey has significant economic interests on the ground—it is the second-largest investor, and 150 Turkish companies are established in the country. This choice is also justified by the Ethiopian government's response, which only gave in to Turkey's requests in 2021.

The research first examines the practices of the purge in foreign policy, which involves the approval of the state where it is implemented. Thus, Turkey opted for a purge by replacement to cancel members of the Gülen movement while ensuring the activities in Ethiopia. As the semi-public Maarif Foundation was tasked with taking over the movement's schools, the business association MÜSİAD, close to the AKP, and DEİK (Foreign Economic Relations Board)—which was nationalized in 2014—were sent to reorganize the presence of Turkish private sector interests and replace TUSKON, an organization aligned with the Gülen movement.

Second, through a sociology of Turkish entrepreneurs in Ethiopia, based on fieldwork in 2024 and 2025 in both Ethiopia and Turkey, this research reconstructs the trajectories of entrepreneurs before and after 2016 to understand the effects of the purge in an external context and within the private sector. Thus, it identifies their adaptation and resistance strategies, made possible by their integration into the Ethiopian context. This research thus contributes to the analysis of the implementation of the purge, taking the local context into account.

Jeanne Lena

Résister collectivement à la purge de 2016 via l'espace transnational de la cause des prisonniers politiques de Turquie

Nous proposons d'étudier les stratégies collectives de résistance à la purge de 2016 via l'investissement de l'espace transnational de la cause des prisonniers politiques de Turquie par ceux qui en sont les cibles. Nous nous appuyons sur la notion d'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2011), qui désigne un univers relativement autonome au sein du monde social, au caractère autoréférentiel et aux pratiques singulières.

Le recours à l'Europe en cas de purge constitue une stratégie de défense basée sur la recherche d'un « effet boomerang » (Keck et Sikkink, 1998): l'appui d'acteurs extérieurs pour faire pression sur les gouvernements nationaux. Pour ce faire, les personnes mobilisées proposent une interprétation de la situation en harmonie avec des normes socialement acceptées en contexte (Fillieule et al., 2010). La dénonciation de la répression se concentre sur l'enfermement politique en prenant appui sur des normes internationales, et constitue ainsi le cadre d'appréhension dominant. Les configurations d'acteurs investis dans la cause des prisonniers politiques se stabilisent après la purge de 1980. Schématiquement, elles s'inscrivent dans trois champs: politique, intellectuel et institutionnel.

La purge de 2016, apogée de la « réfraction politique du champ judiciaire turc » (Kaya, 2021), présente une nouveauté dans l'extension des catégories touchées par la répression: les supposés gülenistes en constituent le plus grand contingent (Caunes, 2018). Bien que la « mort civique » constitue la menace la plus probable pour la plupart d'entre eux (Özatalay, 2020), ces derniers recourent au cadre de l'enfermement politique, qui s'accompagne de la carte des solidarités héritée de 1980. Nous nous intéressons aux stratégies d'intégration de ces nouveaux acteurs au sein de l'espace. Cela nous amène à questionner les raisons du succès ou de l'échec des différents groupes exposés à la purge, disposant de ressources inégales dans l'activation de solidarités transnationales.

We propose to study the collective resistance strategies in response to the 2016 purge through the engagement of its targets in the transnational space of the cause of political prisoners in Turkey. We draw on the concept of the space of social movements (Mathieu, 2011), which characterizes a relatively autonomous universe within the social world. It is defined by a self-referential nature and distinctive practices.

Turning to European supports in response to the purge represents a defense strategy based on the search of a “boomerang effect” (Keck and Sikkink, 1998). It involves relying on external actors to exert pressure on national governments. To do so, the mobilized individuals offer an interpretation of the situation that aligns with socially accepted norms (Fillieule et al., 2010). The denunciation of repression focuses on political imprisonment, drawing on international norms, thus framing the dominant perspective. The actor configurations engaged in the cause of political prisoners were stabilized after the 1980 purge. Schematically, they are situated in three fields: political, intellectual, and institutional.

The 2016 purge is the apex of the “political refraction of the Turkish judicial field” (Kaya, 2021). It introduces a novelty in the expansion of categories affected by repression, with the alleged Gülenists forming the largest contingent (Caunes, 2018). Even though “civic death” represents the most likely threat for the majority of them (Özatalay, 2020), the framework of political imprisonment is invoked and accompanied by the solidarity map inherited from 1980.

We will focus on the integration strategies of these new actors within the space. This leads us to question the reasons behind the success or failure of different groups exposed to the purge with unequal resources in activating transnational solidarities.

